



Sommaire

**Chronique de
confinement**

3



6

Histoire. Gros plan sur les luttes des sidérurgistes de 1978 - 1979

Musique. Entretien avec l'organisation du Lyon Antifa Fest.

12



16

Sport. Rencontre avec les Débuteuses, équipe de football militante en mixité choisie sans mecs cis.

Face à la répression, on est pas tout-e seul-e !

21





17 mars – 11 mai 2020 : 55 jours de confinement et l'heure d'un amer bilan.

La pandémie de Covid-19 a bouleversé nos vies. Nombreux sont les Etats qui ont fait le choix du confinement pour empêcher la propagation de ce nouveau coronavirus apparu en 2019 dans la région de Wuhan, en Chine. Annoncé le 16 mars par Emmanuel Macron, il est rentré en vigueur en France le lendemain, 17 mars 2020.

Plus de 55 jours après, le pays commence peu à peu son déconfinement et avec lui vient l'heure de faire un rapide bilan de la période exceptionnelle passée.

Au bord de la rupture avant la crise sanitaire actuelle et animé par un vaste mouvement de grève depuis plusieurs mois, l'hôpital public a, tant bien que mal, résisté à la vague pandémique qui a touché la France. Il est pourtant trop simple d'applaudir tous les soirs le personnel soignant et de promettre primes et revalorisations : il est nécessaire de regarder pourquoi la

5ème puissance mondiale et son personnel soignant ont-ils autant souffert ? La réponse est simple : le néolibéralisme. Par sa volonté de « rentabiliser l'hôpital » et, en toute connaissance de cause, l'Etat a fermé des lits, réduit les effectifs tout en laissant le personnel soignant se précariser. Ainsi, pour faire face au Covid-19, les hôpitaux français ont manqué de places en réanimation, de soignant·es, de matériel (masques, blouses, respirateurs...), bref, de tout, entraînant de fait une surmortalité, malgré un travail acharné et dévoué de l'ensemble du personnel soignant, partie intégrante de cette fameuse "première ligne" qui a fait tourner le pays durant la crise (avec les éboueurs, caissier·es, livreurs & livreuses...).

Tandis que le personnel soignant se battait pour sauver des vies et que les hôpitaux ont fait appel à des dons particuliers (masques, blouses, visières, repas...), le gouvernement faisait lui le choix d'une réponse répressive à la crise inédite que le monde et le pays traversaient.

Pour faire respecter le confinement, les forces de l'ordre ont été déployées partout en France, quadrillant de fait le territoire. Privilégiant la verbalisation et la contrainte plutôt que la pédagogie pour faire respecter le confinement qui, il est important de le souligner, était nécessaire pour ralentir la propagation du virus, l'Etat a ainsi récolté plus de 148 millions d'euros, à raison de 135€ d'amende par « non-respect du confinement ». Christophe Castaner s'en est par ailleurs félicité : plus d'1 100 000 personnes ont ainsi été verbalisées durant le confinement.

Inévitablement, cette omniprésence policière a engendré une explosion des violences policières, et notamment dans les quartiers populaires, une fois de plus encadrés par des dispositifs militaires et pointés du doigt par la bourgeoisie raciste comme « source de propagation du virus ». Quotidiennement, des actes graves ont été rapportés. Insultes, menaces, racisme (affaire de l'Île-Saint-Denis...), vols, tabassages (enfant de 5 ans touchée à la tête par un tir de LBD, côtes cassées pour un adolescent, motard gravement blessé à la jambe, tabassage à coups de muselière...). 8 personnes ont également perdu la vie durant le confinement, dans les mains de police (asphyxie à Béziers ; par balles à la Courneuve ; au commissariat à Rouen, Albi & Saint-Denis) ou au terme d'une course-poursuite (noyade à Angoulême, au volant à Cambrai et Clermont-Ferrand). Des violences décomplexées, couvertes comme toujours par les institutions policières (ministère de l'Intérieur, IGPN...). Nos pensées vont aujourd'hui aux familles des victimes : nous ne les oublions pas.

Par ailleurs, tandis que le gouvernement et Jérôme Salomon

(directeur général de la Santé) mentaient sur la nécessité des masques et sur la gestion des stocks, l'Etat préférait dépenser des millions pour équiper les forces de répression : gazeuses (1er mars ; 3 642 864 €), drones (651 le 12 avril ; 3 555 000 €) ou encore menottes & étuis (66 900 paires le 20 avril ; 4 154 490 €)...

L'accent a également été mis sur la surveillance de masse. Drones de surveillances dans plusieurs villes (Nice, Paris, Marseille) hors de toute législation, déploiement de « caméras intelligentes » dans les transports en commun (détection du port du masque dans certaines stations parisiennes...), création d'une application de traçage (« StopCovid » ; prévue pour le 2 juin) et questionnement sur alternatives (bracelets électroniques pour personnes âgées...).

En tant de crise, l'Etat préfère encadrer toujours un peu plus les populations que venir en aide à celles & ceux qui souffrent au quotidien.

Cette crise sanitaire, combinée à une crise économique liée au ralentissement brusque de la production, a également « permis » au patronat d'avancer ses pions. Fièrement représenté par Muriel Pénicaud (ministre du Travail) et les député-es macronistes, le MEDEF de Geoffroy Roux de Bézieux a obtenu la précarisation accrue des travailleurs et des travailleuses sous couvert de défense de l'emploi et de l'activité économique, avec un cadre dérogatoire pour la prolongation des CDD et des contrats d'intérim notamment.

Cette brève chronique ne couvre

évidemment pas l'ensemble des facettes de la politique néolibérale mortifère actuellement à l'œuvre.

Il est tout de même essentiel de rappeler que ce confinement, combiné à la politique actuelle, a eu un effet dévastateur pour de nombreuses personnes, entraînant une hausse brutale de la précarité (conditions de logements indignes, chômage, perte de revenus, éloignements familiaux...) et une remise en cause de droits fondamentaux (liberté d'expression, droits de la défense...).

Pour conclure sur une note positive, il est bon de noter que cette crise a permis d'entrevoir quelques lueurs d'espoir malgré toutes les difficultés : une solidarité populaire et une autodéfense sanitaire hors des structures étatiques avec les Brigades de Solidarité Populaire, le renforcement des liens entre secteurs de lutte...



GROS PLAN SUR LES LUTTES DES SIDÉRURGISTES DE 1978-1979

De la fin de la Seconde guerre mondiale en 1945 au 1er choc pétrolier en 1973, le monde et principalement les pays dits « développés » (Europe et Etats-Unis) connaissent une période de prospérité couplée à de profondes mutations sociétales (augmentation du pouvoir d'achat, modification de la structure industrielle, progrès sociaux, bouleversement du lien social...) : ce sont les « **Trente Glorieuses** ».

Pourtant, ce nouveau modèle sociétal pose de nombreux problèmes et connaît alors plusieurs critiques : économique, avec le rapport « **The Limits to Growth** » (1972) du Club de Rome qui critique « la croissance économique perpétuelle » dans un « monde aux ressources limitées », culturelle, avec notamment le courant situationniste qui critique la « Société du spectacle », ou encore sociale.

Mais en 1973, cette période prend fin brusquement et ces pays connaissent alors « un sévère retour de bâton » : hausse du chômage, de l'inflation.... Dans le même temps, des pans entiers de l'industrie entrent, un à un, dans une crise profonde.

C'est dans ce contexte de déliquescence économique que la sidérurgie va connaître une crise majeure, qui va profondément et durablement touchée ce secteur dans les pays des communautés européennes (Communauté économique européenne (CEE) et Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)). En effet, plusieurs pays voient la **surproduction** menacée l'équilibre de ces secteurs.

Face à ce fléau, le commissaire européen au Marché intérieur de l'époque, le *comte Etienne Davignon* (homme politique et d'affaires belge), va alors mettre sur pieds en 1977 un plan visant à assurer une restructuration globale du secteur à l'échelle européenne et ainsi éviter une hausse du chômage.

Présenté par le président de la République *Valéry Giscard d'Estaing*, ce **plan de restructuration européen**, couplé au processus de désindustrialisation qui touche d'autres secteurs industriels, va avoir des conséquences désastreuses en France et va pousser des milliers de travailleurs et travailleuses dans la rue.

Déjà fortement touchées par la désindustrialisation, illustrée notamment par la fermeture de dizaines de mines de charbon suite au **plan Jeanneney** (qui préconisait la diminution de la production de charbon en France ; 1960), les régions du **Nord-Pas-de-Calais** et de la **Lorraine** vont connaître une seconde vague de désindustrialisation dans la seconde moitié des années 1970.

La majorité des usines sidérurgiques est la propriété de la *famille de Wendel*, riche dynastie industrielle de Lorraine qui dirige la « **Société lorraine de laminage continu** » (Sollac). Cette société sidérurgique deviendra « Sacilor » et fusionnera avec « Usinor », groupe sidérurgique du Nord, en 1986, avant de se fondre en 2002 dans le groupe européen « Arcelor », groupe qui deviendra définitivement « **ArcelorMittal** » en 2006. Dans ce

contexte économique délicat, le secteur sidérurgique français fait face à un endettement colossal (38 milliards de francs en 1977) face auquel les propriétaires ne réagissent pas. Mais devant l'ampleur de la crise qui menace le secteur, l'Etat, par le biais de son Premier ministre *Raymond Barre*, va injecter près de 80 milliards de francs pour éviter l'effondrement total, mais n'évite pas les licenciements : en 5 ans, **près de 62 000 emplois sont supprimés** dans le secteur en France.

Décembre 1978 : l'exécutif français Giscard d'Estaing – Barre annonce la restructuration, voulue par l'Europe, qui menace alors directement plus de 21 000 emplois dans les bassins sidérurgiques de Longwy (Lorraine) et Denain (Nord). Les fermetures d'usines sont annoncées par la suite, touchant et fragilisant l'ensemble du tissu social local.

Face aux annonces européennes et nationales, la Confédération Générale du Travail (CGT) et la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), qui prône à l'époque une « **troisième voie** » entre capitalisme et socialisme d'Etat inspirée par les principes du socialisme autogestionnaire des expériences yougoslave et algérienne, s'organisent pour préparer la riposte et défendre le prolétariat, plongé dans une grande précarité. Marqué·es par Mai 1968 et syndiqué·es pour la plupart, les prolétaires, majoritairement jeunes et issu·es de l'immigration (maghrébine et italienne), répondent présent·es et s'organisent face à l'Etat et au patronat.

C'est du côté de la Lorraine, plus spécialement de Longwy, que la lutte des sidérurgistes va principalement se jouer.

Le 12 décembre 1978, 7800 suppressions d'emplois sont annoncées :

en réaction, une manifestation se tient le 19 décembre dans la ville. A l'appel de l'intersyndicale, 25000 personnes défilent dans les rues et sont le symbole de la solidarité populaire pour le maintien de l'emploi dans une région déjà largement sinistrée par la désindustrialisation. Quelques jours plus tard, ce sont les routes de la région qui sont bloquées par ces mêmes syndicats. Mais c'est à la suite de la manifestation messine du 12 janvier 1979, qui rassemble près de 80 000 personnes, que la mobilisation prend une nouvelle tournure.

En effet, en parallèle de ces actions de masse de l'intersyndicale, dominée par une CGT ultra-majoritaire et surtout légaliste, une multitude d'actions illégales sont organisées par la **UIS-CFDT**, minoritaire mais prête à faire le « **coup-de-poing** ». Soutenue notamment par la commission jeune de la CGT et souvent accompagnée par des dizaines d'autonomes, elle multiplie les actions : sabotages, attaques des forces de l'ordre, séquestrations de patrons... Leur principal coup d'éclat : l'attaque du commissariat de Longwy fin janvier 1979. Suite à l'expulsion violente de l'occupation de l'usine de la Chiers, la décision est prise de répliquer aux violences policières en visant ce symbole de la répression.



Ligne de CRS défendant le commissariat de Longwy

Quelques jours plus tard, c'est la sous-préfecture de Briey qui est occupée et saccagée. Autre point de tensions, le relais-télé du bois de Châ : occupée par la UIS-CFDT, qui y réalise des émissions pirates, le lieu est repris par la police et est le théâtre de violents affrontements.



Dans ce bassin sinistré, la lutte est partout, et s'organise notamment autour de la radio pirate « SOS Emploi », devenue « **Lorraine Cœur d'acier** », qui permet une

libération de la parole autour de sujets tabous à l'époque (avortement, féminisme, racisme, vote des étrangers...).

Malgré une ampleur massive en Lorraine et plusieurs affrontements à Denain entre sidérurgistes & CRS début mars 1979, les revendications restent lettre morte. Face au mépris de l'Etat et du patronat, un appel émanant des diverses assemblées générales et de l'intersyndicale appelle à une nécessaire convergence à Paris, pour une **manifestation nationale le 23 mars 1979**.



Les sidérurgistes lorrains et nordistes arrivent par milliers dans la capitale, le plus souvent dans des cars affrétés par les syndicats, tandis que les

autonomes affluent également.

Alors que la CGT, aujourd'hui encore, continue de diffuser l'idée selon laquelle les autonomes auraient « parasité la mobilisation », le déroulé des faits est bien différent. Dès le début du mouvement, des autonomes se sont mobilisés auprès des sidérurgistes dans leur lutte quotidienne, dans les usines, les assemblées générales et dans les actions locales. A Longwy, les autonomes ont tissé de nombreux liens avec les sidérurgistes et leurs familles, et notamment avec la CFDT locale et les jeunes de la CGT. A Paris, les autonomes ont ainsi joué leur rôle, celui de composante à part entière du mouvement social.

Malgré une forte répression en amont, avec des dizaines d'arrestations et des perquisitions qui mettent à jour des stocks de cocktails Molotov, beaucoup de militant·es autonomes sont présent·es dans le cortège parisien.



PARIS : Manifestation du 23 mars 1979 contre le démantèlement de la sidérurgie française côté autonomes

Et cette manifestation monstre, qui réunit près de 300 000 personnes, va alors marquer la capitale, près de 10 ans après le mois de mai 1968.

La manifestation s'élanche et est directement marquée par une **forte animosité**, notamment entre manifestant·es. D'une part, la CGT « nationale » qui cherche à éviter les

débordements et qui a fait le choix de mobiliser un service d'ordre de plus de 3500 personnes, très bien équipées. De l'autre, les autonomes accompagnés par l'UIS-CFDT Longwy et des membres de la CGT de Longwy. Tout au long du cortège, des affrontements vont avoir lieu entre les deux camps, la CGT jouant clairement le jeu du pouvoir et du patronat et choisissant la répression des prolétaires plutôt que le soutien aux actions considérées comme « illégales ».

Malgré ces « accrochages internes », le contexte se montre favorable aux affrontements avec les forces de l'ordre, car nombreux-ses sont les sidérurgistes à soutenir une réponse dure face à la répression que le mouvement subit depuis plusieurs mois. Ainsi, les autonomes, qui ont créé des solidarités fortes avec les sidérurgistes lorrains, vont à l'affrontement dès que la police attaque.

Comme le souligne *Jean-Marc Rouillan* (ex-membre d'Action Directe) dans une interview à ACTA, les camionnettes syndicales et notamment celles de la CFDT sont chargées de matériel : caisses de cocktails Molotov, barres de fer...

Le cortège reste soudé, et la violence des affrontements augmente au fil de la journée : petit à petit, les manifestant-es font le choix d'aller au contact et multiplient les corps-à-corps avec la police. Dans un article paru sur « Paris Luttés Infos », il est question d'un CRS qui « va se faire voler son flingue [...] sur le boulevard de Montmartre ». Ce genre de pratique, qui paraît complètement impossible aujourd'hui, était pourtant habituelle à l'époque selon *Rouillan*, qui évoque un « réflexe ».

En parallèle des affrontements, les autonomes attaquent de nombreux



Charge policière place de l'Opéra

magasins le long du parcours, secondé-es par les sidérurgistes (place de l'Opéra, le Lancel est entièrement brûlé). Pourtant, la manifestation n'a pas le caractère aussi insurrectionnel que prévu, les perquisitions du matin ayant empêché l'organisation des autonomes dont le but était, en parallèle de la manifestation, d'organiser le braquage systématique des magasins et notamment des armureries pour avoir de l'argent et des armes.

Les affrontements vont se poursuivre jusqu'à tard dans la nuit sur la rive droite parisienne, principalement autour de la **gare de l'Est**. Cette dernière est investie et attaquée par les jeunes de Longwy et les autonomes, qui se servent du ballast présent en masse pour remettre à flot les premières lignes qui



Couverture de Paris Match illustrant les affrontements de Gare de l'Est

affrontent les forces de l'ordre.

Cette manifestation sous haute tension va alors avoir de **nombreuses conséquences**.

Pour les sidérurgistes, elle marque **l'apogée du mouvement de lutte** pour le maintien des emplois dans les bassins lorrain et nordiste. Malgré une mobilisation massive et un ancrage local indéniable, qui s'illustrera en 1983-1984 avec la reprise de la lutte pour les emplois, le bilan est amer.

Le travail reprend dans les usines, les suppressions d'emplois sont diminuées de seulement ¼ et, en juillet 1979, une « **Convention de protection sociale de la Métallurgie** » est signée par les syndicats (à l'exception de la CGT), prévoyant la pré-retraite pour 12 000 personnes (cessation anticipée d'activité). De plus, la CGT reprend en main la situation et sanctionne les « cadres réfractaires et radicaux », tout en mettant fin à l'aventure « Lorraine Cœur d'Acier ».

Cette manifestation marque également une **rupture dans l'histoire de la mouvance autonome française**. En effet, par la suite, elle perd sa capacité mobilisatrice et ne réapparaît que sporadiquement. Il faudra attendre le « cortège de tête » lors du mouvement contre la loi Travail en 2016 pour voir un retour d'une conflictualité visible dans les manifestations et redonner une certaine visibilité à l'autonomie et à une multitude de courants « gauchistes ».

Il est également bon de souligner la vaste répression qui s'est abattue sur les manifestant.es par la suite, dans le cadre de l'application de la loi « tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance » (dite « loi anticasseurs »). Promulguée en 1970 sous l'exécutif *Georges Pompidou – Jacques Chaban-*

Delmas, cette loi avait pour but de réprimer les actions violentes contre les personnes et les biens, comme la séquestration de chefs d'entreprise ou encore l'occupation de locaux.

Ces luttes sidérurgiques restent aujourd'hui, malgré l'échec des revendications, un exemple de la **convergence** des modalités de lutte, entre mobilisation populaire, manifestations pacifiques et autodéfense face à la répression, en parallèle d'une vaste convergence générationnelle.

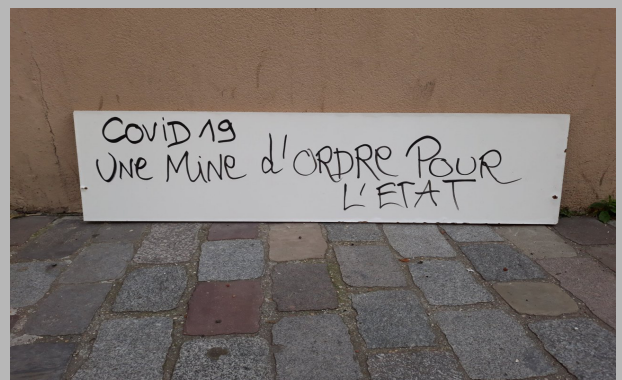
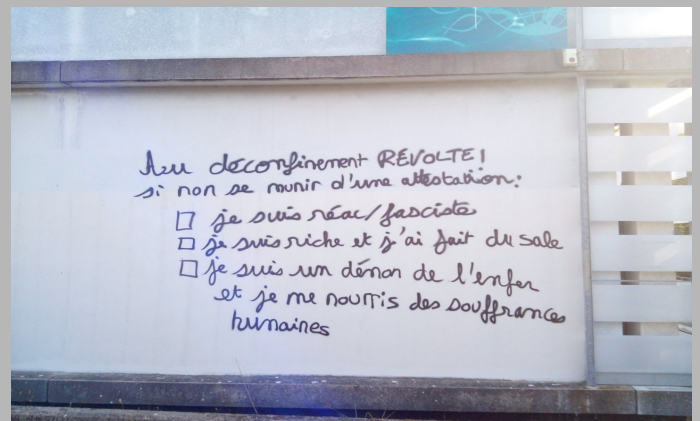
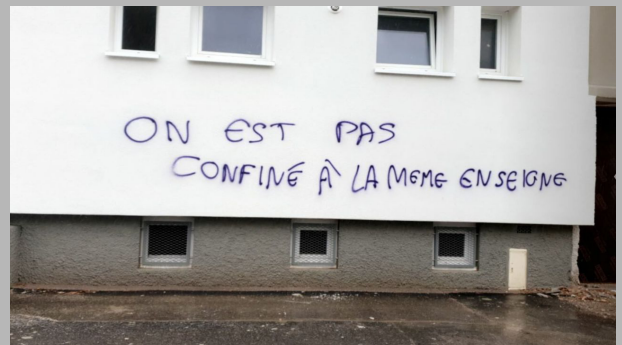
Images via "[La rue ou rien](https://www.larueourien.com)"
([larueourien.tumblr.com](https://www.larueourien.com) / [@larueourien1](https://www.instagram.com/larueourien1))



@artderennes

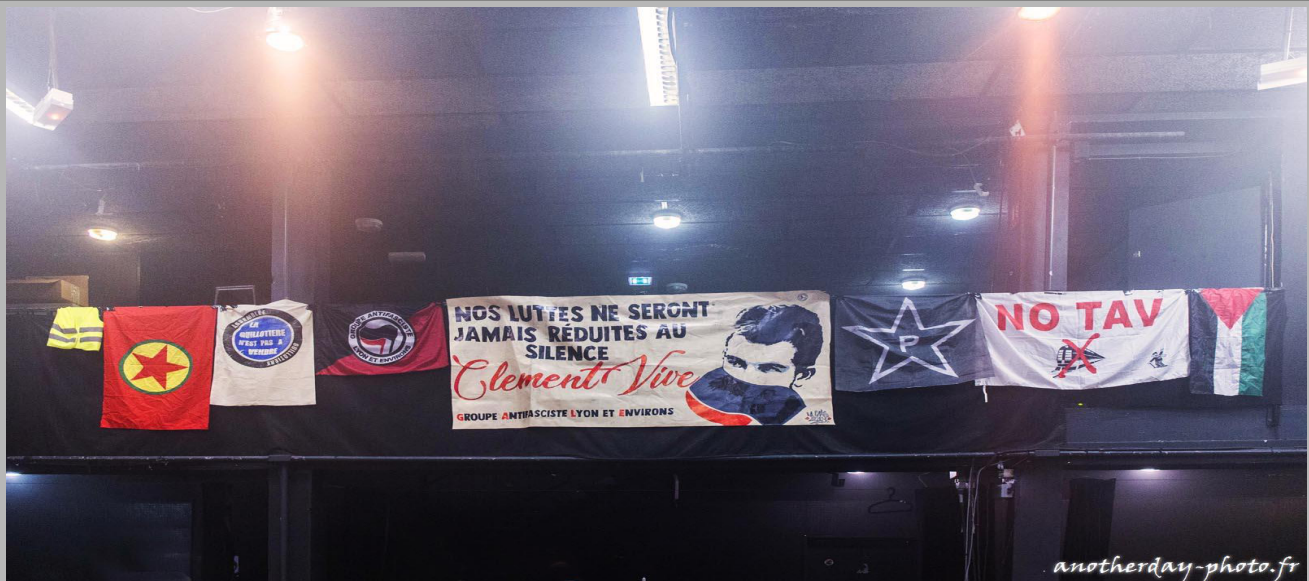


@Emily_Lykos



@Emily_Lykos

ENTRETIEN AVEC L'ORGANISATION DU LYON ANTIFA FEST.



Les 29 et 30 mai devait se tenir une édition printanière du Lyon Antifa Fest, au CCO de Villeurbanne. Mais en raison de la pandémie de Covid-19 et de l'interdiction de tout rassemblement jusqu'à la mi-juillet minimum, cette édition n'aura pas lieu. Heureusement, l'association "LAF Production", organisatrice du festival depuis 2013 a été réactive et a reprogrammé cette édition "Primavera" au début du mois de septembre 2020, les vendredi 4 et samedi 5.

Confinement oblige, nous nous sommes entretenus à distance avec celles & ceux qui nous permettent, chaque année, d'assister à un festival militant de grande qualité !

"Salut à vous ! Pour commencer, pouvez-vous nous présenter globalement le festival ?"

"Le Lyon Antifa Fest a été créé en 2013 ; nous étions alors une bande de copains et copines et pratiquions l'antifascisme de façon totalement affinitaire : sans groupe puisque la Gale n'existait pas encore et les Voraces n'existaient plus.

En mai 2013, le GUD et les jeunes nationalistes programmaient de se rassembler sur une place dans le 6ème arrondissement de Lyon. A cette époque, les agressions étaient nombreuses et nous avons été déçu-e-s de l'immobilisme du collectif de vigilance contre l'extrême-droite à Lyon. Nous avons ras le bol de leur légalisme alors que des fascistes paradaient à Lyon, drapeaux croix celtique en main et bras tendu. Un certain nombre d'antifascistes se sont alors organisé-e-s pour faire barrage à ce rassemblement fasciste par tous les moyens nécessaires, ce qui entraîna l'arrestation de 25 antifascistes poursuivi-e-s sur 5 chefs d'inculpations. 3 semaines plus tard, nos camarades de Paris nous annonçaient que Clément était décédé des suites d'une agression par des fascistes.

Tristesse et colère se mélangeaient, une volonté de s'organiser émergeât avec la détermination de mettre en lumière la lutte antifasciste à Lyon, la ville de France qui regroupait le plus grand nombre de groupuscules fascistes. Nous avons donc décidé, pour rendre hommage à Clément Méric et pour soutenir financièrement les 25

antifascistes arrêté-e-s, de créer le Lyon Antifa Fest. Sur le moment, le festival devait se dérouler sur 2 soirs lors d'une édition unique.

Nous sommes en train d'organiser la 8ème édition."

"Parlez-nous un peu des luttes et des valeurs défendues par le LAF".

"Par l'histoire de sa création, le festival se voulait clairement politique et militant. On souhaitait faire écho au "folklore antifa", pour affirmer la présence antifasciste à Lyon, capitale des groupes fascistes organisés; mais on tenait aussi sortir de l'image viriliste et bourrine qui est souvent associée aux antifas. C'était l'occasion de revendiquer et faire comprendre aux gens que derrière le mot antifasciste, nous entendions aussi lutte contre toutes les discriminations : contre le sexisme, contre les LGBTQIA+phobies et toutes les oppressions patriarcales, contre l'Islamophobie, contre l'antisémitisme etc.

Un des objectifs de ce festival est de toucher les gens plus largement que dans les sphères militantes, partager un moment pour montrer qui sont les "antifas". Nous pensons que la lutte antifasciste et anticapitaliste se joue sur une multitude de terrains, les différentes actions étant complémentaires les unes des autres. C'est pourquoi nous nous mobilisons dans la culture comme dans la rue, et l'une de nos grandes fiertés est de rassembler chaque année des personnes qui ne militent pas ou qui militent de 1000 manières possibles dans un même espace de lutte festif.

Depuis la première année, le Lyon Antifa Fest s'inscrit aussi dans la lutte contre la répression et contre les crimes et

violences policières. Les bénéfiques sont reversés aux individu-e-s, groupes, orgas et lieux qui subissent la répression et/ou les agressions fascistes. Depuis la création du festival, nous avons pu payer les frais d'avocats des 25 antifas interpellé-e-s en 2013, soutenir plusieurs camarades antifa face à la justice (frais d'avocat, amendes) et des camarades en prison (pour qu'ils puissent cantiner notamment) et enfin nous avons aidé à payer les réparations de lieux attaqués par les fascistes".

"Et du coup, au niveau de l'organisation, comment ça se passe pour les artistes, les conférences...?"

"Dès le début, en parallèle du festival, nous avons organisé des débats, des conférences et des projections en rapport avec les valeurs que nous défendons. Le but était que la sphère militante lyonnaise s'approprie cet espace pour proposer diverses présentations et ateliers, en se servant de l'énergie et de la communication autour du Lyon Antifa Fest. En bref, faire une semaine antifasciste à Lyon, organisée par toutes les personnes du milieu militant lyonnais qui le souhaiteraient. Ça un peu de mal à prendre pour différentes raisons, mais on ne perd pas espoir!

Concernant les artistes, on fait des propositions et suggestions à l'intérieur de notre orga, par rapport à nos goûts musicaux et aux demandes qu'on peut avoir, mais aussi dans une volonté de diversifier notre public. Comme on disait plus haut, l'objectif n'est pas de faire la fête entre potes militant-e-s, on veut rassembler au maximum autour de nos valeurs. C'est pour ça qu'on a invité des grosses têtes d'affiche comme Soviet Suprem, Tagada Jones, Casey ou

encore les Sheriffs. Un public nombreux et plus varié va venir au festival avec ce genre de têtes d'affiche, ce qui nous permet de diffuser nos valeurs et des infos au plus grand nombre... Sans ces groupes, les gens ne se déplacent pas forcément dans un concert "antifa" parce qu'ils et elles ont souvent beaucoup d'a priori (merci les médias et les dirigeants...). Tous les groupes viennent en faisant un gros effort sur leurs cachets pour nous soutenir, et nous les en remercions.

Le Lyon Antifa Fest est un festival qui coûte très cher, et nous ne sommes ni subventionné-e-s, ni sponsorisé-e-s (par choix politique). Nous avons à coeur de valoriser les artistes engagé-e-s et les artistes de la scène locale, nous essayons donc toujours d'équilibrer nos affiches pour donner de l'espace à tout le monde, et nous payons tous les groupes sans exception. Nous sommes tous et toutes bénévoles, et les bénéfices, quand il y en a, sont reversés aux victimes de la répression et des fascistes comme on le disait plus haut".

"Est-ce que vous pouvez nous parler rapidement de LAF PROD ?"

"LAF PROD, c'est en gros notre nom d'association, c'est le côté plus "professionnel" de notre orga. Nous payons des cachets avec contrat aux artistes, nous réglons la SACEM, nous payons des salles (un grand merci au CCO de Villeurbanne), des technicien-ne-s, des assurances, etc. Donc on est obligé d'avoir une structure, il faut qu'on soit vraiment carré-e pour organiser un festival de l'ampleur du LAF, car avec notre étiquette antifa, beaucoup nous attendent aux tournants sur notre sérieux dans l'organisation d'un événement avec autant de logistique.

Les années ont passé, nous avons su faire nos preuves dans ce milieu et c'est pour ça que nous arrivons à avoir encore des supers groupes et des surprises comme Raja Meziane, qui a accepté de faire son premier concert en France dans notre festival pour les valeurs que nous portons, et nous en sommes très fier-es".

"Cette année, vous avez innové en multipliant les dates. En plus de la traditionnelle édition du mois de décembre, on a eu le droit à un WarmUp en septembre. Et vous avez donc continué sur votre lancée en mettant en place une édition printanière. A quoi faut-il s'attendre pour cette nouvelle édition ?"

"Cette année, nous avons l'occasion d'organiser la date anniversaire des Los Tres Puntos sur Lyon. Ils fêtent leurs 25 ans de tournées, et ce sont des ami-e-s et fervents soutiens du festival depuis le début. Alors, comme nous l'avons fait pour leur anniversaire des 20 ans, on va faire un revival des concerts antifa du début des années 2000, voire 90's! Pour les 20 ans, nous avons réussi à faire reformer Les Partisans et avons pu faire jouer YA BASTA. Cette année, nous espérons faire jouer Brigada Flores Magon. Depuis la première année du LAF, on voulait les inviter, donc on est vraiment

content-e-s pour cette date. Malheureusement, la crise Covid est là et nous sommes obligé-e-s de

reporter la date... mais on croise les doigts : on devrait pouvoir faire cette date les 4 et 5 Septembre 2020 au CCO de Villeurbanne. A l'affiche, nous aurons le plaisir d'accueillir Sidi Wacho, La Caravanne Passe et Dj Antü le vendredi soir; et pour le samedi soir : Los Tres

Puntos, Brigada Flores Magon, J'aurais Voulu (qui se reforme pour l'occasion), et Cartouche qui remplacera Resaka Sonora (malheureusement indisponibles à cette date, mais ils reviendront bientôt...)

On vous attend nombreuses et nombreux pour ce Lyon Antifa Fest Primavera de Septembre !!"



"Au niveau militant, quels sont vos liens avec le Groupe Antifasciste Lyon & Environs et la section lyonnaise de l'Alternative International Movement, l'AIM-Caserio ?"

"Le Lyon Antifa Fest est un groupe qu'on peut désigner de contre culturel, nous ne représentons pas un groupe en particulier, notre volonté est de faire de notre festival un rendez-vous festif. Mais nous défendons nos valeurs, et forcément nous mettons un peu plus en avant certains groupes politiques, collectifs ou orgas, que ce soit pour les conférences ou les prises de parole sur scène. Nous pensons notamment aux collectifs Justice et Vérité qui auront toujours une place privilégiée.

La grosse majorité des bénévoles depuis le début du LAF sont des militant-e-s de la GALE ou de l'AIM Caserio, car politiquement très proches des valeurs du festival. D'ailleurs certain-e-s membres de l'orga du festival font partie de la GALE ou de L'AIM.

Mais nous accueillons en tant que

bénévoles des personnes du milieu autonome, de la CNT, de diverses librairies anar' de Lyon, du milieu squats etc etc .. Et nous leur proposons aussi de tenir des tables de presse, ainsi qu'à des groupes de camarades d'autres villes et pays, à des distros, etc".

"Un mot pour finir ?"

"Un dernier petit mot pour remercier tou-te-s nos bénévoles, tous les artistes, les technicien-ne-s, le CCO, et toutes les personnes qui travaillent avec nous pour la réalisation de ce festival. Merci aussi à Sol FM, et merci enfin au public du LAF et à tous les gens qui nous soutiennent, c'est grâce à vous qu'on tient encore, et c'est pour vous qu'on ne lâchera rien!

Pour finir, un appel à tou-te-s celles et ceux qui subissent ce système de mort : relevons la tête, organisons-nous, développons la solidarité face à la répression, créons nos espaces et défendons-les! Comme le chante Cartouche, "Ne baissons plus jamais les yeux, et rendons les coups qu'on nous donne !

Les organisateurs et organisatrices du Lyon Antifa Fest".

On les remercie grandement d'avoir répondu à nos quelques questions, et on a hâte de les retrouver les 4 & 5 septembre prochains pour l'édition Primavera du Lyon Antifa Fest !

LES DÉBUTEUSES, UNE ÉQUIPE DE FOOTBALL MILITANTE EN MIXITÉ CHOISIE SANS MECS CIS.



Créées en août 2018, les Débuteuses se sont petit à petit installées dans le paysage militant lyonnais. Rencontre.

"Salut à vous ! On espère que le confinement se passe avec le moins de difficultés possible. Pour commencer, est-ce que vous voulez bien présenter le projet des Débuteuses, sa genèse... ?

"Le confinement ça va, mais on a hâte de reprendre les entraînements !

On a créé l'asso en août 2018 et on a commencé à jouer en octobre. L'idée est née en s'inspirant des Dégommeuses qu'on a découvertes peu de temps avant. Avec Julie, on jouait à la fac ensemble et on s'est dit qu'il faudrait créer une équipe de foot militante sur leur modèle, pour proposer à plein de meufs d'accéder à cette pratique. L'idée c'était de créer une alternative aux clubs qui peuvent être contraignants/chers/non-inclusifs etc. Dans le même temps, on voulait vraiment donner une dimension politique à l'équipe, se servir du foot comme moyen de lutte et visibiliser la pratique du foot par les meufs en dehors des stéréotypes en tous genres véhiculés dans les communications des instances sportives !

"Pour beaucoup, le football est un sport masculin et les femmes n'y ont pas leur place, tout comme ceux qui ne rentrent pas dans les "critères" de la

masculinité. Comment a été accueilli votre projet ? Avez-vous subi des comportements haineux ou, au contraire, avez-vous senti une certaine sympathie vis-à-vis de votre initiative ?

"Honnêtement on a plutôt été très bien accueillies, tant au niveau de la mairie qui nous a rapidement donné un terrain que lors des premiers événements auxquels on a participé (bon, c'était dans notre milieu militant donc ça joue aussi). Puis, on ne va pas se mentir, on a monté l'asso la même année que le Mondial Féminin, qui se déroulait en France. Il y avait donc un énorme engouement autour de la pratique de football par les meufs, une visibilité plus forte sûrement comme on n'en a jamais connu auparavant, ça nous a ouvert beaucoup de portes et facilité beaucoup de choses. Hors contexte du mondial peut-être que les choses auraient été plus complexe. Mais, en l'occurrence, on n'a pas dû faire face à trop de difficultés pour créer l'asso ou trouver le terrain. En revanche lors de nos entraînements, on a plusieurs fois subi des moqueries/insultes etc. de la part d'une équipe de U16 (je ne suis pas sûre non plus mais je crois qu'ils sont plus jeunes) qui s'entraînait sur notre terrain juste après nous. On a dû, plusieurs fois, leur demander de se taire ou de sortir du terrain (ils commençaient à s'entraîner sur le côté en empiétant sur



Tournoi de foot populaire antifasciste en mixité choisie (Débuteuses x GALE)

notre terrain)".

"Et pour vous, quelle est votre définition du « sport inclusif » ?

"Haha bonne question. On se la pose tout le temps depuis la création. Au départ on se définissait comme une équipe de meufs. Maintenant on essaye de ne plus se genrer au féminin pour permettre à des personnes trans, non-binaires, etc de ne pas se sentir exclu·es. Aujourd'hui on préfère dire qu'on fonctionne en mixité choisie sans mec cis car ce sont eux qui monopolisent habituellement les terrains de foot, et les installations sportives de manière générale. Mais notre pratique n'est pas pour autant accessible à tout le monde : on n'est pas en mesure d'accueillir des personnes en situation de handicap physique dans nos entraînements par exemple, donc l'inclusion a ses limites. C'est un mot qui est assez lourd de sens donc on essaye de l'utiliser à bon escient et surtout de questionner nos pratiques pour les mettre en adéquation avec ce qu'on

prône.

Concrètement on a voulu faire du terrain de foot un espace safe dans lequel les propos et les comportements discriminatoires étaient bannis. On a aussi voulu mettre l'entraide et la solidarité au cœur de l'équipe, pour inciter les débutant·es à se lancer et ne pas hésiter à nous rejoindre. L'inclusion se joue aussi au niveau matériel et financier, en proposant des entraînements gratuits et en fonctionnant plus largement sur le mode de la débrouille et de la récup'. Ça rejoint finalement des préoccupations plus larges comme la question de la protection de l'environnement par exemple... est-ce que le sport inclusif ce ne serait pas tout simplement un sport qui permette de tendre vers la convergence des luttes ?"

"Pour rebondir sur la question précédente, en quoi votre projet est-il politique ? Voyez-vous le sport, et ici le football, comme un vecteur de politisation comme les autres ?

"Notre projet est politique dans la mesure où il propose une pratique du foot qui se veut alternative, c'est donc forcément un positionnement contre le foot mainstream. On cherche à sortir d'une logique capitaliste qui fait du foot un business comme les autres marqué par la quête du profit en développant à notre niveau un espace où la pratique du foot est non-commerciale et non-masculine. En prenant possession du terrain de foot on se réapproprie à la fois un espace et une pratique (avec tous les enjeux d'occupation de l'espace public que ça pose) mais on se réapproprie aussi et surtout nos corps, on développe la confiance et l'estime de soi loin des canons de beauté et autres injonctions faites aux femmes dans la société. On peut avoir des poils aux pattes sur le terrain sans que ça ne choque personne par exemple, ça a peut-être l'air anodin mais je trouve ça éminemment politique.

Toutes les actions auxquelles on participe sont politiques car engagées. On a évoqué la question de l'inclusivité dans le sport auparavant qui est hautement politique. La notion

d'intersectionnalité est pour nous une notion clé. Un·e individu·e soumis·e à des dominations et discriminations plurielles qui s'entrecroisent et dont l'impact varie selon le sexe, la race, le genre. Nous tentons donc de révéler les spécificités de situation souvent invisibilisées à travers diverses actions. On va choisir de participer à des tournois qui visent à visibiliser certaines discriminations par exemple (LGBTphobies dans le sport, conditions d'hébergement des mineur·e·s isolé·e·s, etc.). Notre communication sur les réseaux l'est aussi. On met en avant des initiatives militantes originales et on blâme publiquement certains propos en distribuant nos cartons rouges et en partageant nos coups de cœur via notre chronique du lundi : le #MondayButeuse (oui oui, l'humour c'est aussi important dans la lutte haha !).

Nous ne savons pas si le sport est un vecteur de politisation comme les autres, on aurait tendance à dire que c'est un vecteur potentiellement plus puissant que d'autres. Si le caractère émancipateur et réunificateur du sport n'est plus à prouver, ce potentiel politique n'est pourtant souvent pas en mesure de s'exprimer pleinement. Les messages politiques sont interdits dans les stades en France, ce qui a justifié par exemple l'interdiction du port de foulards



Rencontre entre les Débuteuses & Football du Peuple Montpellier

verts (symboles de soutien à la légalisation de l'IVG en Argentine) lors des matchs de l'Argentine en Coupe du monde cet été. Pourtant les chants homophobes et racistes, bien implantés dans les stades, véhiculent eux aussi un message politique nettement moins censuré...

Et, on voit que dans de nombreux pays, comme le Maroc à travers le Raja Casablanca ou en Amérique du Sud, que le sport et plus particulièrement le football est le vecteur de politisation par excellence. Où chaque match de Football devient un moment de contestations sociales transformant les stades en espaces de libre expression et de protestations sociales. En Europe, on voit la même chose se développer à travers les équipes associatives, c'est sûrement pour cela qu'on qualifie ces équipes de football populaire!

"Avant vous, on connaissait les Dégommeuses à Paris. Est-ce que ce genre d'initiative sportive a vu le jour ailleurs en France, et même à l'étranger ? Et avez-vous créé des liens avec d'autres « structures » ?"

"Oui beaucoup d'initiatives ont vu le jour en France ces dernières années. On est en contact avec Football du Peuple à Montpellier, 3F à Marseille, Football du Peuple de Caen, le collectif Contre-Attaque de Paris... Il y a aussi un club à Dijon, un à Granville, un à Nantes... et j'en oublie sûrement !

A l'étranger, à part le FC Santk Pauli en Allemagne, le FC Dubliner en Irlande, on a aussi rencontré Discover Football Germany mais il nous semble que c'est beaucoup plus institutionnalisé, les enjeux ne sont pas vraiment les mêmes qu'au niveau associatif. On a entendu

parler de tournois contre les oppressions en Suisse et en Italie mais pas des assos/collectifs qui les organisaient.

A Lyon on a des liens avec un autre collectif de foot pratiqué par les femmes, les Lyonnasses, qui réservent un créneau sur un terrain en five certains jeudis du mois donc c'est un fonctionnement assez différent. Il y a également les Culbuteuses qui ont monté une équipe LGBTQI+ de foot pratiqué par les femmes au sein de l'asso « CARGO » (Cercle Associatif Rhônalpin Gay Omnisport). On est aussi pas mal en contact avec « Aequali'sport », l'association du Master égalité dans et par les activités physiques et sportives de Lyon 1, qui travaille beaucoup sur les questions de lutte contre les discriminations via le sport.

Bref, on a l'impression que les initiatives foisonnent un peu partout en ce moment

"Et concrètement, comment s'organisent les Débuteuses, d'un point de vue sportif (matériel...) et d'un point de vue administratif ? Avez-vous un lieu d'entraînement défini ou il vous faut naviguer entre les différents terrains de la ville ?"

"On a une de nos membres qui entraîne une équipe de U18 à côté et qui a accepté de jouer les coachs volontaires pour nous donc elle nous prépare souvent des petits exercices sympathiques. On essaye surtout de travailler les passes en début d'entraînement pour mettre à l'aise les nouvelles arrivantes puis on varie les exercices et on finit souvent par un petit match.

On a fait beaucoup de récup pour le matos : les ballons, chasubles, plots etc. Certaines joueuses ont donné du

matériel aussi. La mairie nous a octroyé un demi-terrain les mardi soir (à partir de 18h15, terrain 5 de la Plaine des Sports de Gerland, on fait notre pub !). Ensuite pour l'administratif ben... c'est un peu au feeling et tout le monde met la main à la pâte. On fait des réunions de temps en temps pour discuter des projets, des questions du moment etc... Le but est de fonctionner par entraide et de manière auto-organisationnelle, on prend les décisions collectivement et on essaie de répartir les tâches de façon équitable. Le but est également que l'association dure dans le temps sans reposer sur une ou plusieurs personnes mais sur l'ensemble des Débuteuses, plus l'association est participative, plus elle sera pérenne!

"Aujourd'hui, quels sont vos objectifs ? Et pour la suite de l'aventure ?"

"Aujourd'hui on commence à avoir pas mal de membres et du coup c'est vrai que les entraînements sur demi-terrain deviennent parfois compliqués à gérer. On aimerait idéalement avoir un terrain entier pour l'année prochaine mais vu le nombre d'assos sportives à Lyon ça risque d'être assez compliqué donc on va essayer de mettre toutes les chances de notre côté (si à tout hasard vous avez un bon plan pour nous, on est preneuses !).

Sinon globalement l'objectif c'est principalement de continuer sur notre lancée et d'organiser plus régulièrement des rencontres avec d'autres assos et des tournois engagés. On avait prévu un tournoi de futsal contre les violences faites aux femmes fin avril avec l'asso « Filactions » qui est spécialisée dans la lutte contre les violences conjugales et les violences sexistes mais il ne pourra pas avoir lieu vu la situation actuelle.

Donc on va réfléchir à une date de report et en profiter pour avancer sur d'autres idées qu'on aimerait développer aussi (projection de films dans des lieux autogérés de notre quartier par exemple)

"Un petit mot pour la fin, vous avez carte blanche !"

"N'hésitez pas à nous rejoindre pour des entraînements dans la bonne humeur, ou juste pour partager quelques verres avec nous en 3ème mi-temps ! Le plus beau but et une passe : vive le football populaire ! En attendant on vous envoie plein de bonnes vibes pour agrémentez votre confinement !"

FACE À LA RÉPRESSION, ON EST PAS TOUT·E SEUL·E !

21

Le confinement strict de la population pour cause de pandémie de Covid-19 n'a pas empêché la répression. Pire, cette situation inédite a accentué les inégalités et la pression des autorités sur les quartiers populaires et sur celles & ceux que l'Etat considère comme des "citoyen·nes de seconde zone".

Comme évoqué plus haut, les forces de l'ordre ont, chaque jour, été coupables de violences (insultes, racisme, humiliations, coups, meurtres...).

Malheureusement, malgré de nombreuses vidéos accablantes (notamment via l'application du collectif Urgence, notre police assassine "Urgence violences policières"), elles disposent comme toujours de la couverture de leur hiérarchie, laissant l'impunité policière prospérer.

Ce constat nous rappelle que, par essence, les forces de l'ordre sont violentes, racistes, antisémites et LGBTQIAphobes. Elles sont nos ennemies, et il est primordial de les combattre.

Face à elles, il est nécessaire de s'entraider. En ces temps où toute manifestation est soit interdite, soit réprimée (ou les deux), voilà un petit dossier sur la lutte contre la répression et pour la solidarité dans nos luttes.

Ainsi, les camarades de la Caisse de solidarité de Lyon nous ont fait le plaisir de nous envoyer un petit texte présentant leur initiative, et nous avons complété cela par une liste de conseils en manifestation, liste qu'il n'est jamais mauvais de diffuser et de relire.

Présentation de la Caisse de Solidarité

La Caisse de Solidarité est un collectif, partie prenante des luttes actuelles, qui existe sur Lyon depuis plus d'une dizaine d'années. L'objectif est d'avoir un outil pérenne pour faire face à la répression, que ça soit lors de mouvements (étudiants & lycéens, « mouvements sociaux », gilets jaunes, luttes environnementales, etc.) ou lors de contrôles policiers dans la rue qui dégénèrent.

L'idée sous-jacente est de ne pas devoir, à chaque mouvement, à chaque affaire, remonter un collectif anti-répression, réimprimer des textes, renouer des contacts avec des avocat·e·s, ouvrir un compte, etc. À travers la Caisse, on vise à ce qu'une certaine expérience des situations de répression et des manières collectives d'y faire face se sédimentent et soit transmissible facilement.

L'objectif de la Caisse est de faire face

collectivement à ces situations car bien souvent, lors d'arrestations, on se retrouve seul·e et isolé·e : seul·e en garde-à-vue, seul·e devant un juge, seul·e à devoir payer son amende ou cantiner en prison. L'idée est d'affirmer qu'il faut faire bloc face à la volonté d'écrasement de l'appareil policier et judiciaire.

Ainsi, de la même manière qu'en période de conflits sociaux la justice condamne à tour de bras, sans se poser la question de savoir qui est vraiment « coupable » ou « innocent », nous ne reprenons pas ces expressions à notre compte : il ne faut laisser aucun·e participant·e d'un mouvement sur le carreau.

Au niveau concret, la Caisse de Solidarité fournit des conseils pratiques (concernant les manifs, les méthodes policières d'intervention, les garde-à-vue, les procès...), à travers des tracts distribués en manifestations, des textes d'analyse et des formations. Elle possède des fonds propres (récoltés au

cours de soirée, de bistrot mensuels et de dons) et assure une assistance financière aux personnes interpellées et à celles condamnées.

En outre, nous orientons vers des avocat·e·s de confiance avec qui nous avons l'habitude de travailler. La Caisse de Solidarité réunit des personnes qui se sentent concernées par la nécessité de s'organiser contre l'ordre social et de ne pas laisser sur le bord du chemin les gens confrontés à la police, à la justice et parfois à la prison. Parce que tout simplement être ensemble dans un mouvement implique d'être solidaire face

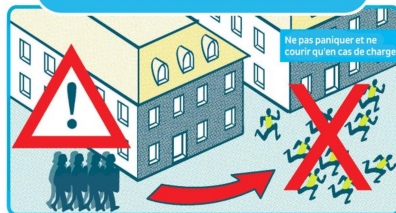
à la répression.

Il est possible de contacter la Caisse en cas d'arrestation et/ou pour des conseils par mail ([caissedesolidarite/at/riseup.net](mailto:caissedesolidarite@riseup.net) ou par téléphone au **06.43.08.50.32**). Il est aussi possible de venir nous rencontrer : des permanences ouvertes sont assurées une fois par mois, tous les premiers jeudi. Ces permanences accueillent les personnes confrontées à la répression et leurs proches ainsi que des personnes désireuses de s'organiser sur des cas particuliers.

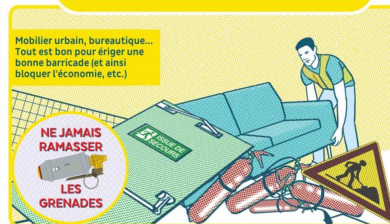
RÉAGIR EN CAS D'ATTAQUE POLICIÈRE

FACE AUX FORCES DE L'ORDRE, CES COMPORTEMENTS PEUVENT VOUS SAUVER

1/ SE TENIR GROUPE



2/ SE PROTÉGER



3/ SE DÉFENDRE ET AFFRONTÉ LES FORCES DE L'ORDRE



MAIS AUSSI...

4/ SE REFAIRE



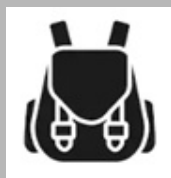
VIGILANCE

- Témoin d'une situation de **violence policière**, n'hésitez pas à témoigner de ce que vous avez vu
- Quand vous entrez dans un lieu, repérez les **sorties de secours**

- Ne diffusez pas de rumeurs ou d'**informations non vérifiées** sur l'intervention des forces de l'ordre
- Ne diffusez aucune information des **comptes @Place_Beauvau et @gouvernementfr**

Conseils en manif

...Avant la manif



Bien préparer ses affaires pour la manifestation, ça permet d'être plus serein. Toujours vérifier de ne pas avoir oublié une boulette de shit, un canif ou un outil de travail, exploitable par les flics en cas de fouille préventive.

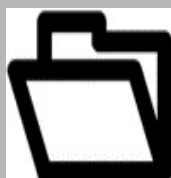


Le **téléphone**, s'il peut être utile au départ, peut représenter également une grave menace en cas d'arrestation et de garde-à-vue. Contacts, messages, photos... Les flics se feront une joie d'exploiter toutes les données à leur disposition. Il est d'ailleurs important d'avoir recours au cryptage, notamment des messages (via Signal par exemple) pour protéger ses données. Pour éviter cela, venez sans téléphone ou si cela est impératif, veillez à bien l'éteindre. On peut, par ailleurs, refuser de donner son code de déverrouillage en garde-à-vue.

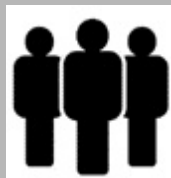


Avoir le nom d'un·e avocat·e écrit sur le bras, à prévenir en cas de garde-à-vue, car en cas de stress, il sera peut-être difficile de se souvenir du nom.

En GAV, insistes si les flics disent que l'avocat·e n'est pas joignable : c'est souvent du bluff, et ils ont l'obligation de contacter l'avocat.e de ton choix.



Préparer ses garanties de représentation. En comparution immédiate, pour demander un renvoi, il est nécessaire de fournir des documents qui, pour la justice, attestent que l'on ne va pas s'enfuir et que l'on se présentera au procès : pièces d'identité, justificatifs de domicile (quittance de loyer, factures de gaz – électricité – téléphone...), fiches de paye, contrat de travail ou promesse d'embauche, attestation de stage ou de service civique, certificat de scolarité, attestation CAF ou Pôle Emploi... Plus le dossier sera fourni, et plus vous aurez de chances d'esquiver la détention préventive !



Venir accompagné·e. Formez des binômes, des trinômes : le plus sera le mieux. Il est important d'être avec des personnes de confiance, qui ont les mêmes objectifs que vous.

Fixez un rendez-vous d'après-manifestation pour prendre des nouvelles de chacun·e et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires pour prévenir la caisse de solidarité si quelqu'un a été arrêté·e.



Eviter les contrôles préventifs, de plus en plus fréquents aux abords des manifestations. En plus d'éléments considérés comme illégaux (drogues...), un simple fumigène peut devenir « une substance explosive » et un canif « une arme de catégorie D » dans la bouche de la police.

...pendant la manif



Toujours **être attentif·ve à son environnement** : positions policières, unités mobilisées (CRS, BAC, CI, BRAV...)... La principale arme policière, c'est la peur : il est donc important de rester compact (ne jamais laisser quelqu'un seul.e), et le plus calme possible. Ne pas courir inutilement (car accentuation stress collectif).



Les **gaz lacrymogènes** sont **souvent très localisés** : il suffit de se décaler de quelques mètres pour les éviter et/ou les renvoyer. Pour y faire face : masque à gaz, masque de ski (protège mieux que les lunettes de piscine), sérum physiologique et/ou solution de maalox (en pharmacie ; mélange à 50/50 avec de l'eau). Eviter de se toucher les yeux et la bouche avec ses mains « touchées » par les lacrymos.



L'entraide est essentielle en manif : restez toujours attentif·ve aux autres manifestant·e·s.

En cas d'arrestation, essayez de vous interposer en appelant les gens autour de vous ou en agrippant la personne arrêtée. Si cela n'est pas possible, demander le nom pour donner des informations précises à la Caisse de Solidarité, qui de son côté pourra organiser l'aide juridique (préparation de dossier, trouver un avocat, préparer la défense...).



Il est primordial de garder en tête que **les manifs sont de plus en plus filmées**, par la police (caméras de surveillance, drones, RG...) mais également par les manifestant·es : en effet, de plus en plus utilisent leur smartphone pour relayer les mobilisations, en réalisant des lives des actions par exemple. L'image nous cause plus de tords qu'elle ne nous aide : elle sert le plus souvent de pièce à conviction pour les flics, qui n'hésitent pas à éplucher les réseaux sociaux pour confondre des manifestant·es, notamment grâce à leurs habits.

C'est pourquoi avoir des vêtements de rechange et de quoi se masquer (malgré la loi l'interdisant) peut être utile.

...après la manif.

Changer d'apparence / vêtements si nécessaire. Discuter collectivement de la mobilisation peut également être une bonne chose, pour faire retomber la pression et préparer la suite !

...en cas de garde-à-vue



La durée maximale d'un contrôle d'identité est de 4h. En cas de placement en garde-à-vue, la durée est alors de 24h, prolongeable jusqu'à 48h.

Il est plus que recommander de demander la présence d'un·e avocat·e dès le début de la GAV. Conseil : essayer de contacter **un·e avocat·e de la caisse de solidarité**, qui suivra votre dossier du début à la fin, sinon vous aurez un·e commis d'office à chaque nouvelle étape de la procédure (payé·es au dossier, il·elle·s ont tendance à vouloir rapidement boucler les affaires).



Lors d'une audition, tout ce que vous direz pourra être utilisé contre vous, par un procureur ou un juge.

La loi n'oblige qu'à donner ses **noms, date de naissance et adresse**, rien de plus.

Souvent, les flics vous mettent la pression pour avouer et ainsi « sortir plus vite ». Cela est évidemment faux et il est très difficile de revenir sur ce que l'on a dit en GAV. Vous n'êtes pas obligés de signer un procès-verbal (PV) et vous pouvez continuellement répondre « **je n'ai rien à déclarer** » : mieux vaut perdre quelques heures de plus en GAV que risquer une condamnation plus lourde pour sortir plus tôt.



Demander à voir un·e médecin : même si vous n'avez pas de blessure, c'est toujours bien de parler à quelqu'un dans ces moments-là. En cas de refus des flics, cela peut constituer un vice de procédure.



Aujourd'hui, **refuser de donner son ADN** représente un **délit**, mais les condamnations sont, le plus souvent, minimales (amende, TIG, rarement du sursis). Comme pour l'ADN, la prise d'empreintes et de photos est également refusable, avec des condamnations encore minimales.

Ce fichage en GAV est un grand pas vers le fichage généralisé de la population : **refusons-le !**



Il est toujours mieux de demander un **report** en cas de comparution immédiate, pour préparer au mieux sa défense. En effet, les peines sont souvent bien plus importantes en comparution immédiate. Le refus de la CI permet de mieux se préparer : selon la gravité des faits, on est soit remis en liberté sous contrôle judiciaire jusqu'au procès, soit on est placé en détention préventive.

Caisse de solidarité :
caissedesolidarite(at)riseup.net /
06.43.08.50.32